

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1921.

Projet de loi

tendant à frapper d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes auteurs des œuvres vendues.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi dont je propose l'adoption à la Chambre est une loi d'équité et de réparation, tendant à associer les artistes, peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs ou, à leur défaut, leurs héritiers et ayants cause, aux bénéfices que produit la vente publique de leurs œuvres, bénéfices dont une regrettable lacune juridique les a jusqu'aujourd'hui frustrés.

Cependant que les écrivains, les dramaturges, les musiciens et après eux leurs héritiers, demeurent intéressés aux gains inhérents à la vente de leurs livres, à l'exécution de leurs pièces ou de leurs compositions musicales, les créateurs d'œuvres plastiques sont témoins des hausses successives qu'atteignent leurs tableaux, leurs sculptures, leurs dessins ou leurs planches gravées, sans être admis, même dans une faible mesure, au partage de toute cette richesse qui est le fruit de leur travail ; et, lorsqu'ils meurent, leurs héritiers peuvent voir les œuvres de leur parent, devenues parfois l'objet d'une plus-value considérable, enrichir des spéculateurs, tandis qu'eux-mêmes végètent dans la médiocrité, sinon dans la misère.

Il arrive souvent, en effet, qu'un peintre, un sculpteur, un graveur, ne connaisse la vraie réussite qu'après de longues années d'efforts et de luttres mal récompensées : jeune et obscur, il vend ses œuvres — pour vivre — à des prix dérisoires ; quand la vogue lui sourit enfin, elle augmente la valeur des œuvres qu'il a ainsi cédées jadis, mais cette augmentation ne profite qu'aux marchands. Il arrive même que la notoriété n'aille à l'artiste qu'après sa mort, que son nom devienne glorieux et que son œuvre fasse l'objet d'enchères parfois fabuleuses quand ce méconnu n'est plus : alors (et ce phénomène heurte et révolte à la fois le bon sens et l'équité), les bénéfices matériels produits par cette vogue tardive ne profitent qu'aux commerçants.

Je ne citerai qu'un cas, entre tous significatif et navrant : c'est celui du grand peintre Millet, qui mourut pauvre ou à peu près, alors que son fameux *Angelus*, cédé par lui pour 1,200 francs, acheté ensuite 70,000 francs par Secrétan, revendu 550,000 francs à la *Fine Art Association*, fut payé enfin un million par le collectionneur Chauchard. Cet exemple est si éloquent qu'il me dispense d'en rappeler d'autres. Mais si le cas du grand Millet est caractéristique au point d'en prendre une valeur de symbole, il en est beaucoup d'autres, en Belgique comme en France, qui, pour être moins illustres, n'en sont pas moins probants. La dépréciation de la valeur de la monnaie qui a été une des suites de la guerre, a rendu ces comparaisons plus choquantes encore de nos jours.

Ces pénibles constatations ont provoqué à Paris, depuis une vingtaine d'années, un mouvement d'indignation contre les marchands de tableaux et d'œuvres d'art en général, qui exploitent à leur seul profit le talent et le travail des artistes vivants ou morts : dès le commencement du siècle, les Associations d'artistes, la Presse et le Parlement ont recherché les moyens d'obvier juridiquement à cette criante injustice.

De ces laborieuses études est née la loi française du 20 (22) mai 1920 qui frappe d'un impôt modique, au profit des artistes ou de leurs ayants cause, toutes les ventes publiques d'œuvres d'art adjudgées au delà de 1000 francs, à condition que les dites œuvres soient proprement originales et représentent une création personnelle de leur auteur.

Les principes de cette loi sont justes et raisonnables : aussi bien a-t-elle rencontré partout le meilleur accueil ; les marchands eux-mêmes, ceux du moins qui ont conscience et souci de la dignité de leur industrie, applaudissent à une mesure qui a pour elle l'équité en même temps que la logique.

La proposition de loi que j'ai l'honneur de présenter aux Chambres a pour but d'accorder aux artistes belges et à leurs ayants cause une protection légale semblable à celle dont les artistes français bénéficient dès à présent.

Le droit spécial qu'il s'agit de consacrer de la sorte a été parfois appelé « le droit d'auteur aux artistes » : l'expression est inexacte en ce sens qu'elle voudrait dire que l'on accorde aux artistes un droit d'auteur qu'ils n'ont pas, alors qu'on se borne en l'espèce à leur donner un droit *nouveau*. L'expression « droit de suite » dissipe cette équivoque. Ce droit consiste en un « domaine éminent », un contrôle perpétuel que l'artiste garde sur son œuvre, et qui est assez puissant pour permettre d'intéresser l'auteur aux bénéfices résultant des reventes successives de son original.

Ce domaine éminent perdure en dépit de toute aliénation. L'œuvre d'art n'est pas, en effet, un objet de propriété mobilière ordinaire. En fait, l'acquéreur a le droit d'en disposer à sa guise, voire celui de la détruire : *jus utendi et abutendi*; telles sont les règles du Code civil. Mais il ne peut la modifier, la dénaturer, en changer la signature ou en faire des reproductions sans le consentement exprès de l'artiste. Il y a donc un droit de propriété *intellectuelle et artistique*, un droit de reproduction que l'auteur garde en principe malgré toute aliénation, et un droit de propriété *matérielle*, qui appartient exclusivement à l'acheteur ou au détenteur de l'œuvre, dès que l'artiste a cédé celle-ci.

Il suit de là que le propriétaire d'un tableau, d'une sculpture, d'un dessin, demeure libre de vendre à son gré cet objet mobilier corporel, sans avoir nul compte à rendre au sujet de son prix de vente.

C'est cette logique juridique que je propose de corriger en un point par l'équité, en frappant d'une redevance légère, au profit des artistes ou de leurs ayants cause, les ventes publiques d'œuvres d'art, apportant ainsi à l'exercice du droit de propriété que possède l'acquéreur ou le détenteur des dites œuvres une restriction nouvelle, mais tout aussi justifiée et provenant évidemment de la même source juridique que celle qui interdit à l'acheteur d'un tableau la modification ou la reproduction de l'œuvre acquise par lui.

Il y aura en l'espèce, comme il y avait déjà, deux propriétés superposées, plutôt que copropriété au sens strictement juridique.

L'expression « droit de suite », empruntée à la matière des hypothèques et droit réels immobiliers, est cependant correcte et juste dans l'usage qu'on en fait ici : elle définit exactement le sens et la portée précise de la nouvelle disposition. Elle vaut beaucoup mieux, à cet égard, que l'expression : « droit à la plus-value ». Sans doute, ce sont les hauts prix atteints par certaines œuvres d'art qui motivent l'intervention du législateur en matière de droit de suite, et l'augmentation constatée au cours des reventes successives en demeure la raison pratique. Mais il convient de sanctionner ce droit en assurant au titulaire le tantième à fixer par la loi, abstraction faite des fluctuations qu'aura subies, au cours des transactions diverses, la valeur pécuniaire de l'œuvre : même si le prix de celle-ci baisse, l'artiste ou ses ayants cause percevront le pourcentage déterminé par la loi. Au surplus, il serait souvent impossible d'établir nettement l'écart entre le prix initial et le prix atteint à la vente publique, et par conséquent de fixer d'après cette base le pourcentage dû à l'artiste.

Il résulte de tout ce qui précède que le droit de suite constitue un *attribut* de la propriété artistique ou droit d'auteur. Les dispositions principales de l'article premier du projet de loi, procèdent logiquement de cette conception.

Les objets qui donneront lieu à l'exercice du droit de suite seront ceux qui ont vraiment les caractères de l'œuvre d'art originale et personnelle, tels qu'ils sont définis par la législation et la jurisprudence. Ces définitions ont déjà été complétées en France par la Commission spéciale chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 3 de la loi du 20 mai 1920 : les travaux de cette Commission me semblent avoir épuisé la question, et je pense que la Belgique pourrait adopter les définitions qu'elle a formulées, sans avoir à reprendre un travail qui a été confié en France aux personnalités et aux groupements les mieux qualifiés pour le mener à bien ; car l'Art, de par son essence même, échappe au jeu des contingences, et les principes qui en régissent les diverses manifestations sont les mêmes dans tous les pays.

Pour la désignation des personnes auxquelles le droit de suite sera dévolu à défaut de l'artiste lui-même, comme pour celle des objets qui donneront lieu à l'exercice de ce droit, il conviendra de renvoyer aux lois existantes et à la jurisprudence établie : ledit droit appartiendra donc aux héritiers et

ayants cause des artistes, tels qu'ils sont désignés par la loi du 22 mars 1886, et ce pour une période de temps égale à la durée des droits de propriété artistique d'après la législation actuellement en vigueur. Quand bien même la dispersion des héritages artistiques entre un grand nombre de personnes offrirait, dans la pratique, de légers inconvénients, on ne saurait limiter le bénéfice du droit de suite aux seuls héritiers directs sans reviser du même coup toute l'économie de la loi sur l'exercice du droit d'auteur.

Le droit nouveau reconnu aux artistes ne portera que sur celles de leurs œuvres qui auront été adjugées *en vente publique*. Appliquer cet impôt aux ventes de gré à gré serait chose impossible; cette généralisation de la réforme proposée aurait présenté en outre, comme l'a fait remarquer M. Léon Bérard, « l'inconvénient de bouleverser ou de méconnaître les principes juridiques les plus certains en matière de propriété mobilière et de contrat. »

Notre projet de loi relatif au droit de suite s'inspire donc de la législation antérieure. Il est un point pourtant où il réalise une innovation, et c'est en spécifiant que ce droit est *inaliénable*. L'artiste ne peut en disposer par actes entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. La loi nouvelle est faite pour offrir aux artistes le moyen de réparer des opérations désastreuses : il ne faut donc pas qu'elle permette à de nouveaux exploiters de leur enlever le droit même que forme cette réparation.

Au cas où l'artiste ou ses ayants cause se seraient dépouillés de tout droit antérieurement à la promulgation de la loi, le droit de suite leur appartiendra nonobstant toute cession de propriété artistique consentie par eux. Il y avait lieu de prévoir cette situation spéciale et de la régler en s'inspirant du caractère fondamental du projet de loi et des intentions généreuses qui en ont dicté les stipulations.

Quant aux cessions futures, il est bien entendu qu'elles laisseront intact le droit de suite, lequel, étant un attribut inaliénable du droit de propriété artistique, demeurera acquis à l'auteur quand bien même il se serait dessaisi du droit principal.

La distinction nettement établie par l'article 1^{er} du projet de loi entre les ventes publiques et les transactions privées, devait avoir pour conséquence directe l'adoption d'un tarif minime, les frais des ventes publiques d'œuvres d'art s'élevant déjà à 10 p. c. de l'adjudication, mis à la charge de l'acheteur, et à un surplus, presque équivalent, supporté par le vendeur.

Au demeurant, si modéré que paraisse ce pourcentage, il représenterait cependant, pour nos artistes ou pour leurs ayants cause, un bénéfice très appréciable; car la plus-value atteinte, depuis quelque quarante ans, par les œuvres de l'école belge sur le marché national, est parfois considérable.

Je propose donc aux Chambres d'adopter le tarif admis par le législateur français : outre que sa grande modération est de nature à valoir au droit nouveau la sympathie ou tout au moins l'assentiment pratique des divers intéressés, il y aurait avantage à unifier ledit tarif afin d'arriver à établir plus commodément les mesures de réciprocité dès à présent envisagées.

Le droit de suite sera prélevé sur le prix de vente atteint à l'adjudication par chacune des œuvres prise isolément.

Quant au détail du mécanisme administratif dont la création s'imposera

pour l'application de la loi, si les Chambres adoptent le projet que j'ai l'honneur de leur soumettre, il devra être réglé par un arrêté royal organique complémentaire pour l'élaboration duquel je vous propose un délai de trois mois.

Il y a lieu d'ajouter que, pour que le droit de suite soit vraiment efficace, il conviendrait que les artistes créassent un *organe collectif de contrôle et de perception* chargé de les représenter dans l'exercice du droit nouveau et de dresser un répertoire des œuvres d'art qui y donneront lieu. Un tel organisme serait, à l'égard des arts plastiques, ce que la Société des gens de lettres et la Société des auteurs sont pour la littérature : il présenterait pour les artistes des avantages moraux et matériels, et offrirait aux amateurs une garantie équivalente aux certificats d'origine, qui contribuerait tôt ou tard à débarrasser le marché artistique des faux et des contrefaçons.

Telle est la loi que j'ai l'honneur de proposer au Parlement comme une œuvre d'équité.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

JULES DESTREE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1921.

Wetsontwerp

strekkende tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen ten bate der kunstenaars en auteurs der verkochte werken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HERREN,

De wet wier aanneming ik vraag aan de Kamer is eene wet van billijkheid en herstelling, er naar strevend om de artisten schilders, beeldhouwers, graveurs en teekenaars, of bij hunne ontstentenis, hunne erfgenamen en rechthebbenden te laten deelhebben aan de winst afgeworpen door de openbare verkooping hunner werken, winst waarvan een laakbare juridische tekortkoming hen tot hiertoe heeft beroofd.

Terwijl de schrijvers, de tooneelschrijvers, de muzikanten en na hen hunne erfgenamen deelachtig blijven aan de winsten voortkomend van den verkoop hunner boeken, de uitvoering hunner stukken of hunner muzikale composities, zijn de scheppers van plastische werken getuigen der opeenvolgende prijsverhoogingen bereikt door hunne schilderijen, hunne beeldhouwwerken, hunne teekeningen of hunne gegraveerde platen, zonder zelfs, in geringe mate toegelaten te worden bij het verdeelen van al dien rijkdom welke de vrucht is van hun arbeid; en bij hun dood, kunnen hunne erfgenamen de werken van hun bloedverwant, soms het voorwerp geworden eener aanzienlijke prijsverhooging, de speculanten zien verrijken, terwijl zij zelf in bekrompenheid, zooniet in de miserie, vegeteeren.

Het gebeurt wel vaak dat een schilder, een beeldhouwer, een graveur s echts het echt gelukken kent na lange jaren pogingen en slecht beloonden strijd: jong en onbekend, verkoopt hij zijn werk — om te leven — voor een spotprijs; wanneer eindelijk de fortuin hem toelacht, wordt de waarde der vroeger geschapen werken verhoogd, doch die waardevermeerdering komt enkel aan de verkoopers ten bate. Zelfs gebeurt het dat de notoriteit slechts na zijn dood door den kunstenaar wordt bereikt en dat zijn werk het voorwerp wordt van soms fabelachtige aucties nadat de miskende het tijdelijke met het eeuwige heeft verwisseld: dan (en dergelijk verschijnsel druischt

in zoowel tegen het gezond verstand en de billijkheid) zijn het alleen de handelaars welke uit dien laten bijval stoffelijk voordeel trekken.

Slechts één geval zal ik aanhalen, en dat geval, boven allen beteekeenisvol en deerniswekkend is dat van den grooten schilder Millet, die arm of niet veel beter stierf, terwijl zijne beroemde schilderij « Angelus », door hem voor 1,200 frank afgestaan, nadien gekocht werd voor 70,000 frank door Secrétan, voortverkocht voor 550,000 frank aan de *Fine Art Association*, eindelijk een millioen werd betaald door den verzamelaar Chauchard. Dit voorbeeld is zoo welsprekend dat het mij ontslaat er andere aan te halen. Doch zoo het geval van den grooten Millet karakteristiek genoeg is om als zinnebeeld te worden opgesteld, zijn er in België en in Frankrijk veel anderen, welke, zoo minder bekend, niet minder raak zijn. En heden ten dage zet de waardevermindering van het geld, ten gevolge van den oorlog, aan die vergelijkingen een nog grootere ontstemming bij.

Die pijnlijke bestatigingen hebben te Parijs sedert een twintigtal jaren een beweging van verontwaardiging verwekt tegen de handelaars in schilderijen en kunstwerken in 't algemeen die enkel ten eigen voordeele het talent en het werk van levende en overleden kunstenaars uitbaten; van in het begin dezer eeuw hebben de Vereenigingen van Kunstenaars, de Pers en het Parlement naar middelen gezocht om gerechtelijk tegen die wraakroepende onrechtvaardigheid in te komen.

Uit die lastige studiën is de fransche wet ontstaan in dato 20 (22) Mei 1920, welke, ten voordeele der kunstenaars of hunner rechthebbenden, eene inschikkelijke belasting legt op al de openbare verkooping van kunstwerken toegewezen boven de 1000 frank, op voorwaarde dat voormelde werken werkelijk oorspronkelijk zijn en een persoonlijke schepping van hun auteur voorstellen.

De grondbeginselen dier wet zijn rechtvaardig en redelijk; ook heeft zij overal den besten bijval ontmoet; de handelaars zelf, ten minste diegene welke gewetensvol zijn en de waardigheid hunner nijverheid wenschen op te houden, juichen een maatregel toe welke de billijkheid zoowel als de redelijkheid aan hare zijde heeft.

Het wetsvoorstel welke ik de eer heb in de Kamer neer te leggen, heeft voor doel aan de Belgische kunstenaars en aan hunne rechthebbenden een wettelijke bescherming te verleenen zooals die waarvan van nu af de Fransche kunstenaars genieten.

Het bijzonder recht welke het geldt aldus te bestendigen is soms genoemd geweest « het auteursrecht der kunstenaars » : de uitdrukking is overigens in den zin gesteld alsof zij beteekende dat men aan de kunstenaars een auteursrecht toekent dat zij niet bezitten, terwijl men er zich in deze toe bepaalt hun een *nieuw* recht te verstrekken. De uitdrukking « volgrecht » verdrijft die dubbelzinnigheid. Dit recht bestaat in een « opperrecht », een bestendig kontrol voor den kunstenaar over zijn werk, en die machtig genoeg is om den auteur te laten deelnemen in de winsten voortkomend van de achtereenvolgende veilingen van zijn originaal.

Dat « opperrecht » blijft van duur niettegenstaande elke vervreemding.

Het kunstwerk is geen gewoon roerend goed. In feite heeft de koper het recht er over naar goeddunken te beschikken, zelfs het te verdelgen: *jus utendi et abutendi*; zoo zijn de regels van het Burgerlijk Wetboek. Doch hij mag het niet wijzigen, het ontaarden, het handteeken veranderen of er afdrukken van maken zonder uitdrukkelijke toestemming van den kunstenaar. Er bestaat dus een intellectueel en artistieke eigendom, een recht van reproductie welke de auteur in principie niettegenstaande elke vervreemding behoudt, en een stoffelijk eigendomsrecht, welke uitsluitelijk aan den koper of eigenaar van het gewrocht toekomt, zoodra dit laatste door den kunstenaar is afgestaan.

Waaruit volgt dat de eigenaar eener schilderij, van een beeldhouwwerk, eener teekening vrij blijft naar keus dat stoffelijk bezit te verkoopen, zonder over zijn verkoopprijs eenige rekenschap schuldig te zijn.

Het is die rechterlijke logiek welke ik in één punt door de billijkheid wensch te volledigen, met het heffen van een lichte belasting, ten bate der kunstenaars of hunner rechthebbenden, op de openbare veilingen van kunstwerken, aldus eene nieuwe restrictie brengend op het uitoefenen van het eigendomsrecht dat de koper of eigenaar van voormelde gewrochten bezit. Die restrictie is even goed te verrechtvaardigen en spruit uit dezelfde gerechtelijke bron als die welke aan een koper ontzegt een door hem aangekocht werk te wijzigen of te reproduceeren..

In deze zullen er dus, zooals er reeds bestonden, twee boven elkander geplaatste eigendomsrechten zijn eerder dan medeigendom in de eigenlijke juridieke beteekenis.

De uitdrukking « volgrecht » ontleend aan de stof der hypotheeken en werkelijke onroerende rechten, is nochtans juist en passend, zooals hier aangewend: zij bepaalt stipt de beteekenis der nieuwe schikking. In dien zin is zij veel beter dan de uitdrukking « recht op meerwaarde ». Zonder twijfel zijn het de hooge prijzen, door zekere kunstgewrochten behaald welke de tusschenkomst van den wetgever in zake « volgrecht » voor gevolg hebben, en de gedurende de laatste verkooping bestatigde verhoogingen blijven er de praktische reden van. Doch, het komt er op aan dat recht te bekrachtigen door aan den titularis het door de wet te bepalen aandeel te vrijwaren, zonder rekenschap te houden van de fluctuatien welke de geldelijke waarde van het kunstwerk onder die verschullende transacties ondergaat. Ten andere, het zou dikwijls onmogelijk vallen duidelijk het verschil te bepalen tusschen den oorspronkelijken prijs en den prijs in openbare veiling bekomen, en bijgevolg op dien grondslag de aan den kunstenaar verschuldigde korting vast te stellen.

Uit al het vorige spruit dat het « volgrecht » een attribuut uitmaakt van den artistieke eigendom of van het auteursrecht. De hoofdschikkingen van artikel één van het wetsontwerp volgen van zelf uit die opvatting.

De voorwerpen welke tot de uitoefening van het « volgrecht » aanleiding zullen geven moeten al de kenmerken dragen van het oorspronkelijk en persoonlijk kunstgewrocht, zooals door de wetgeving en de rechtsgeleerdheid vastgesteld. Die bepalingen werden in Frankrijk reeds volledig door

de bijzondere Commissie belast met het ontwerpen van het reglement en openbaar beheer, voorzien door artikel 3 der wet in dato 20 Mei 1920; de werkzaamheden dier Commissie schijnen mij de zaak op den keper te hebben beschouwd; en mij dunkt dat België de door haar gestelde bepalingen kan aannemen, zonder een werk te hernemen dat in Frankrijk aan de best geschikte personaliteiten en groeppementen werd toevertrouwd om deze tot goeden uitslag te brengen. Ten andere, door hare natuur zelf, ontsnapt de kunst aan het spel der toevalligheden, en de grondbeginselen welke er de verschillende manifestaties van beheeren zijn dezelfde in alle landen.

Voor de aanduiding der personen waaraan het volgrecht zal toegekend, bij ontstentenis van den kunstenaar zelf, zal het passen zich tot de bestaande wetten en de vastgestelde rechtsgeleerdheid te wenden: voormeld recht hoort dus toe aan de erfgenamen en de rechthebbenden der kunstenaars, zooals aangeduid door de wet in dato 22 Maart 1886, en dat voor een tijdperk gelijk aan den duur der rechten van artistieke etgendom volgens de thans in voege zijnde wetgeving.

En moest zelfs het verspreiden der kunsterfenissen tusschen een groot getal personen in de praktijk eene lichte schaduwzijde meeslepen, toch is het onmogelijk het voordeel van dit recht te beperken tot enkel de rechtstreeksche erfgenamen, zonder terzelfdertijd de gansche economie der wet op het uitoefenen der auteursrechten te herzien.

Het nieuwe recht de kunstenaars toegekend is enkel van toepassing op deze hunner werken welke in openbare veiling toegewezen werden. Deze belasting toepassen op het verkoopen uit de hand is eene onmogelijkheid; deze uitbreiding van de ontworpen hervorming zou het nadeel gehad hebben, zooals de heer Léon Berard het doet opmerken, « de stelligste gerechtelijke beginselen in zake van roerend bezit en van contract te verwarren of te miskennen ».

Ons wetsontwerp betreffende het volgrecht is ingegeven door de voorafgaande wetgeving. Op een punt nogthans voert het eene nieuwigheid in en dit door te bepalen dat dit recht onvervreemdbaar is. De kunstenaar is niet gerechtigd om er over te beschikken door akten tusschen levenden, hetzij onder bezwarende voorwaarden, hetzij welwillend. De nieuwe wet heeft voor doel de kunstenaars het middel te leveren ongelukkige handelsoperaties te herstellen: ze mag dus niet aan nieuwe uitbuiters toelaten hun het recht zelf te ontnemen dat het herstel uitmaakt.

In geval dat de kunstenaar of zijne rechthebbenden zich van alle rechten ontbloot zouden hebben vóór de afkondiging der wet, behoort hun evenwel toch het volgrecht toe in weerwil van allen afstand van artistieke eigendom door hen ingewilligd. Er bestond aanleiding dezen bijzonderen toestand te voorzien en hem te regelen volgens het fundamenteel karakter der wet en de edelmoedige bedoelingen die deze schikkingen ingaven.

Wat de toekomstige afstanden betreft, is het wel verstaan dat zij het volgrecht onaangetaast laten hetwelk, een onvervreembare eigenschap zijnde van den artistieke eigendom, den kunstenaar behouden blijft zelfs wanneer hij afstand heeft gedaan van het hoofdzakelijk recht.

Het onderscheid, duidelijk door artikel 1 van het wetsontwerp vastgesteld tusschen openbare veilingen en privaatrekoopingen, moest als rechtstreeksch gevolg hebben het aannemen van een gering tarief, immers de openbare verkoopskosten van kunstwerken bedragen reeds 10 t. h. der veiling, ten laste van den koper, alsook een bijna gelijkwaardig surplus ten laste van den verkoper.

Overigens, hoe gematigd dit percentage ook schijne, zou het nogthans een aanzienlijk voordeel beduiden voor onze kunstenaars of hunne rechthebbers; want de bereikte meerwaarde, sinds ongeveer veertig jaar, der gewrochten der Belgische school op de nationale markt is soms aanzienlijk.

Ik stel dus aan de Kamers voor het tarief aan te nemen door den Franschen wetgever toegelaten : behalve dat zijne groote matigheid van aard is aan dit nieuwe recht de sympathie of ten minste de practische instemming der verscheidene belanghebbenden in te winnen, is er voordeel genoemd tarief tot eenheid te brengen om er toe te komen des te gemakkelijker de maatregelen van wederkeerigheid, van nu af reeds beschouwd, tot stand te brengen.

Het volgrecht zal geheven worden op den verkoopprijs in veiling bereikt door elk der kunstwerken afzonderlijk genomen.

Wat het detail van het beheerend organisme betreft dat noodzakelijk in 't licht zal moeten geroepen worden voor het toepassen dezer wet, in geval de Kamers het ontwerp aannemen dat ik de eer heb hun te onderwerpen, dit zal dienen geregeld te worden door een aanvullend organiek koninklijk besluit waarvoor ik U een bewerkingstermijn van drie jaren voorstel.

Het is noodzakelijk hier bij te voegen, opdat het volgrecht werkelijk doeltreffend zij, dat het gepast zou zijn dat de kunstenaars een collectief controle- en inningsorgaan zouden inrichten, belast hen te vertegenwoordigen in het oefenen van het nieuwe recht en een repertorium op te stellen der gewrochten die er aanleiding toegeven. Zulk een organisme zou, wat de plastische kunsten betreft, iets zijn als de vereeniging van letterkundigen en de auteursvereeniging in zake van letterkunde : het zou dienen om de kunstenaars zedelijke en stoffelijke voordeelen op te leveren en aan de liefhebbers een waarborg te verzekeren gelijkwaardig met de oorsprongsattesten, die vroeg of laat er toe zou bijdragen de kunstmarkt te zuiveren van namaaksels of vervalschingen.

Aldus de wet die ik de eer heb aan het Parlement voor te stellen als een daad van rechtvaardigheid.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

J. DESTREE.

ANNEXE AU N° 87.

BIJLAGE VAN N° 87.

PROJET DE LOI

tendant à frapper d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes et auteurs des œuvres vendues.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé aux artistes un droit de suite inaliénable sur celles de leurs œuvres qui passeront en vente publique, à la condition que les dites œuvres, telles que peintures, sculptures, dessins, gravures, soient originales et représentent une création personnelle de leur auteur.

Le même droit appartiendra aux héritiers et ayants cause des artistes,

WETSONTWERP

strekkende tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen ten bate der kunstenaars en auteurs der verkochte werken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten is gelast in Onzen Naam de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te stellen, waarvan de inhoud verder :

ARTIKEL ÉÉN.

Een onvervreemdbaar volgrecht wordt aan de kunstenaars toegekend op die hunner werken welke in openbare veiling komen, op voorwaarde dat voornoemde werken, zooals schilderstukken, beeldhouwwerken, teekeningen, etsen, oorspronkelijk zijn en eene persoonlijke schepping van den auteur uitmaken.

Hetzelfde recht zal behooren aan de erfgenamen en rechthebbenden

tels qu'ils sont désignés par la loi du 22 mars 1886, et ce pour une période de temps égale à la durée de la propriété artistique d'après les lois en vigueur.

Le droit de suite s'exercera notwithstanding toute cession de propriété artistique que les artistes, leurs héritiers et ayants cause auraient pu consentir antérieurement à la présente loi.

ART. 2.

Le tarif du droit de suite est fixé comme suit :

1 p. c. de 1,000 francs jusqu'à 10,000 francs;

1.50 p. c. de 10,000 francs jusqu'à 20,000 francs;

2 p. c. de 20,000 francs jusqu'à 50,000 francs;

3 p. c. au-dessus de 50,000 francs.

Ledit droit sera prélevé sur le prix de vente atteint par chacune des œuvres.

A titre de disposition transitoire, le droit de suite institué par la présente loi ne s'exercera qu'à dater de la publication au *Moniteur Belge* de l'arrêté royal prévu à l'article 4 ci-après.

ART. 3.

Le vendeur, l'acheteur et l'officier ministériel qui procède à la vente sont tenus solidairement, envers l'artiste ou ses ayants cause, des droits prévus à la présente loi.

ART. 4.

Un arrêté royal pris dans un délai

der kunstenaars, zooals bepaald door de wet van 22 Maart 1886 en dit voor een tijdperk van gelijken duur als dien van het kunsteigendom volgens de van kracht zijnde wetten.

Het volgrecht zal uitoefenbaar zijn niettegenstaande om 't even welken kunsteigendomsafstand die de kunstenaars, hunne erfgenamen rechthebbenden vóór deze wet zouden toegestaan hebben.

ART. 2.

Het tarief van het volgrecht is bepaald als volgt :

1 p. c. van 1,000 frank tot 10,000 frank;

1.50 p. c. van 10,000 frank tot 20,000 frank;

2 p. c. van 20,000 frank tot 50,000 frank;

3 p. c. boven 50,000 frank.

Dit recht zal geïnd worden op den verkoopprijs door ieder der werken bereikt.

Als overgangsmaatregel zal het volgrecht door dit Besluit ingesteld slechts uitgeoefend worden van af de bekendmaking in den *Moniteur Belge* van het koninklijk besluit voorzien in artikel 4 hierna.

ART. 3.

De verkooper, de kooper en de ministerieele ambtenaar die tot de veiling overgaat zijn tegenover den kunstenaar of zijne rechthebbenden, solidair de rechten schuldig door deze wet voorzien.

ART. 4.

Een koninklijk besluit binnen de

de trois mois à compter du jour de la promulgation de la présente loi, déterminera les règles d'application de celle-ci.

Donné à Bruxelles, le 22 Janvier 1921.

drie maanden na het uitvaardigen dezer wet genomen zal er de toepassingregels van bepalen.

Gegeven te Brussel, den 22 Januari 1921.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.

